

---

## Le paysage politique du nouvel Azerbaïdjan indépendant

Damien HELLY

---

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/305>

ISSN : 1777-5396

**Éditeur**

AFEMOTI

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juin 1998

ISSN : 0764-9878

**Référence électronique**

Damien HELLY, « Le paysage politique du nouvel Azerbaïdjan indépendant », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 26 | 1998, mis en ligne le , consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/305>

---

Ce document a été généré automatiquement le 14 novembre 2019.

Tous droits réservés

---

# Le paysage politique du nouvel Azerbaïdjan indépendant

Damien HELLY

---

Le but de cet article est de dresser un état des lieux des acteurs politiques, de leur émergence et de leur classement. L'identification des acteurs, qui manque souvent aux descriptions de la scène politique, permettra peut-être de comprendre l'enchaînement et la logique des événements.

La succession des chocs politiques sert à distinguer les étapes de composition du paysage politique. Il faut prendre les dates suivantes comme repères : 1988 voit l'explosion des problèmes au Karabagh et la montée en puissance du mouvement de libération. 1990 marque une rupture, avec l'assaut des troupes soviétiques sur Bakou et les premiers reclassements politiques. En 1992, le Front Populaire prend le pouvoir et se divise. Il tente de mettre sur pied, dans un contexte de guerre, les bases de la démocratie et du pluralisme mais échoue et perd le pouvoir. 1993 correspond au début d'une nouvelle période avec l'arrivée de Heydar Aliev, dont le pouvoir connaît d'abord une phase d'incertitude (93-95) ponctuée par des tentatives de coup d'Etat, puis une phase de stabilité depuis 1995.

Voyons d'abord qui a animé les grands bouleversements du début des années 90 avant de proposer une forme de classement des acteurs du nouveau paysage politique azerbaïdjanais.

## **locaux de la vie politique**

A la fin des années 80 la société azerbaïdjanaise est très différenciée, du petit fonctionnaire russophone au militant clandestin nationaliste pan-turc, en passant par les hommes d'affaires des circuits parallèles et les paysans de kolkhoze qui restent fidèles à une autorité tribale traditionnelle. Les événements politiques vont impliquer tous ces acteurs car tous dépendent économiquement ou socialement du système de pouvoir existant.

Des personnalités, des institutions, les clans régionaux et la "société civile" ont joué des rôles déterminants dans la transformation du paysage politique.

Des personnalités

D'un côté, les communistes réformistes (Baguirov, Vezirov puis Moutalibov) nommés depuis Moscou par les dirigeants de la perestroïka ne parviennent pas à enrayer l'engrenage très rapide des tensions autour du Karabagh et sont dépassés par les événements. Leur politique de renouvellement de l'élite politique en place, installée depuis les années 60 par le pouvoir de l'ancien premier secrétaire local Heydar Aliev, est un échec : elle demeure trop superficielle et est victime de l'accélération des processus politiques et sociaux<sup>1</sup>.

De l'autre, l'opposition à ce pouvoir de fin d'empire est représentée par le Front Populaire Azerbaïdjanais (FPA), véritable mouvement de masse dont le symbole est l'intellectuel dissident des années 70 Aboulfaz A. Elcthibey. Le Front Populaire est animé par d'autres leaders politiques plus jeunes, comme le virulent nationaliste Etibar Mamedov, le plus libéral Issa Gambar et d'autres figures de l'intelligentsia bakinoise. D'abord en dehors de ce face à face, puis intégré dans le mouvement de libération nationale, figure Heydar Aliev, ancien premier secrétaire du Parti Communiste azerbaïdjanais et ex-membre du Politburo de l'URSS. Il a gardé son réseau mis en place pendant plus de vingt ans bien que mis à l'écart par la perestroïka à Moscou. C'est à son administration que se heurtent les dirigeants communistes réformistes de Gorbatchev. Il revient progressivement sur la scène politique, retranché dans un premier temps dans son fief régional du Nakhitchevan, puis en utilisant avec habileté les circonstances. Il est sans conteste la plus brillante et la plus puissante figure du paysage politique azerbaïdjanais depuis les années 70 et saura utiliser tous les rouages institutionnels de la République où il a fait carrière.

#### Des institutions

Les institutions politiques de l'ancien régime constituent, comme en Russie et dans le reste de l'ex-URSS un cadre, absurde parfois, mais un cadre pour le règlement pacifique des crises. Les postes de Président, de Président du Parlement et de Premier Ministre sont au cœur des calculs et des négociations. Le parlement lui-même, bien qu'élu en 1990 et remanié en 1992, va demeurer jusqu'en 1995. Il date de l'URSS et ses positions contradictoires favorisent l'instabilité.

Pendant les épisodes les plus durs du conflit, les cadres de l'armée jouent un rôle important car les chefs tirent de leurs faits militaires un prestige considérable et les figures politiques sont trop faibles pour s'imposer. Dans un contexte de déliquescence de l'armée soviétique et d'absence d'Armée nationale, les plus audacieux (les trafics à l'intérieur de l'armée rouge, véritablement bradée, sont énormes) et les plus puissants veulent accaparer le pouvoir politique.

Dans la nomenklatura du Parti, les nouveaux cadres mis en place par les dirigeants des années 80, d'influence réformiste, font le jeu de Moscou. Ils essaient de maîtriser le mouvement national, mais il est difficile de dire dans quelle mesure ils le manipulent puis se font dépasser par lui. D'autre part, la vieille garde assise dans les années 70, attend son heure et cherche surtout à protéger les bénéfices qu'elle tirait de l'ancien système, par la corruption ou l'économie parallèle. Elle est présente dans toutes les organisations d'Etat influentes : le K.G.B., le Ministère de l'Intérieur (MVD), les structures de pouvoir local, la justice, la formation des cadres du Parti. Elle participe dans une certaine mesure au mouvement de libération nationale mais reste fidèle à H. Aliev qui garde sur elle un contrôle important, notamment par le biais de la République autonome du Nakhitchevan dont il devient le dirigeant. Mais à ce stade, on glisse du concept de corps administratif homogène à celui de clan, car dans le cas azerbaïdjanais, ils se confondent ou sont en tout cas très soudés.

## Les clans

Il convient de mesurer le rôle et la place de cette structure sociale dans la société et d'en comprendre le fonctionnement avant d'identifier les différents clans azerbaïdjanais.

Le clan est une donnée fondamentale de la vie politique et sociale en Azerbaïdjan<sup>2</sup>. Sa structure est particulière. Elle n'est pas aussi évidente que dans les sociétés nomades organisées sur la base des tribus. En Azerbaïdjan, il y a une forme de tribalisme, mais ce principe n'est pas le seul à régenter la vie politique. En fonction des circonstances se retrouvent ou non des pratiques dites "claniques", mais dire qu'elles sont complètement inhérentes à la société azerbaïdjanaise, c'est aussi refuser de prendre en compte son histoire et son ouverture vers l'Ouest. Au cours des événements qui se sont déroulés depuis 1988, les "clans" ont joué un rôle au même titre que la nomenclatura du parti ou les intellectuels. Mais leur présence manifeste sur la scène a été irrégulière. Entre la création du Front Populaire et l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliev, le principe claniste est présent, mais diffus. En revanche, le retour du grand chef qu'est Aliev remet à l'honneur les pratiques claniques.

Le clan en Azerbaïdjan serait plutôt de nature "tribale", tel que le définit R. Mirkadyrov<sup>3</sup>. Il désigne une structure parallèle à l'Etat, mise en place pour assurer à ses membres des avantages et la réalisation de certains objectifs. Fondé sur une appartenance régionale et l'origine géographique de ses membres, le clan a pour but d'installer son hégémonie politique ou économique. C'est donc, dans un pays comme l'Azerbaïdjan, une entité quasi-ethnique, à la différence d'autres types de clans (mafieux, économiques). Alors que les autres clans peuvent participer à l'intégration sociale, le clan tribal est par nature anti-social, puisqu'il vise la dictature d'une partie du pays sur l'autre.

Actuellement, l'élite politique et le clan dominant se confondent. Mais la formation d'un clan est particulière. Il se fonde sur les ressources d'une région. Entre la capitale et la région d'origine s'organisent des réseaux d'écoulement des ressources. Ces réseaux entretiennent des relations de favoritisme entre les membres du clan dont la tête se trouve à la capitale, Bakou.

Lorsque le clan est au pouvoir, il accapare peu à peu la richesse économique et essaye d'en protéger la distribution. Peu à peu, les deux structures pyramidales du pouvoir économique et politique tendent à se confondre et le capital accumulé constitue la base économique de la structure politique.

Pour devenir membre du clan, "il est indispensable de passer par un représentant de la génération d'origine. Deuxièmement il faut être dévoué et extrêmement loyal. Pour pouvoir s'identifier à eux et pour qu'ils s'identifient à vous. Et puis il faut avoir les bonnes connaissances, et du mérite, beaucoup de mérite. Il faut que la personne se fasse remarquer par certains actes dont tous se souviennent et que tous reconnaissent."<sup>4</sup>

On ne peut pas rentrer seul et par ses propres moyens dans le clan. Il faut être coopté, ou plutôt guidé par ceux qui appartiennent déjà au cercle. "C'est le père, l'oncle, la tante, qui vous font rentrer". L'appartenance au clan se transmet de génération en génération. Car le clan est une affaire d'identification des individus. Il n'y a pas d'alternative : on est soit dedans, soit dehors.

Le plus surprenant pour un occidental est la hiérarchie des qualités requises pour intégrer le clan. Il faut être fidèle, dévoué, digne de confiance et respectueux. Il y a des critères externes pour rentrer dans le clan. Mais il y a aussi des critères internes très

contraignants. Et ces derniers n'ont rien à voir avec les qualités personnelles du membre. "Le niveau intellectuel, la conception du monde, ou d'autres capacités [passent après]. Car la conception du monde et l'idéologie viennent d'en haut, sont établies par ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide. Aujourd'hui le chef élabore un programme communiste, demain il exploite les idées démocratiques puis le fascisme, etc. Et avec soumission, les rouages [de la pyramide] fonctionnent sur cette idéologie de façade."

La force culturelle du clan influence inévitablement la vie politique. Mais l'idée d'une "nature" clanique de la vie politique azerbaïdjanaise pose la question de l'identification des clans ainsi que celle de l'observation de leur place et de leur rôle dans le paysage socio-politique.

Hormis LE clan au pouvoir (celui des originaires du Nakhitchevan et d'Arménie), on distingue mal les ramifications et la structure des autres clans qui confirmeraient le schéma d'un "système" clanique. Ce doute est renforcé par l'analyse des conditions de formation du clan dirigeant actuel qui ne serait que le fruit de circonstances historiques et politiques particulières<sup>5</sup>. En effet, on peut penser que le phénomène Aliev est une exception. Une personnalité hors du commun, une politique de remplacement des élites du Parti par des membres du K.G.B. (dont Aliev est le chef) orchestrée depuis Moscou pour lutter contre la corruption, la mise à l'écart, sous Gorbatchev, du leader qui profite des circonstances pour revenir en homme providentiel, ses réseaux moscovites et locaux, sont autant de variables qui rentrent en jeu dans la constitution du clan Aliev<sup>6</sup>.

Il n'est pas certain que la société azerbaïdjanaise soit sujette à une guerre civile opposant clairement deux camps, même s'ils sont hétérogènes, comme c'est le cas au Tadjikistan où le découpage des frontières a favorisé l'absurdité de la séparation des ethnies. L'Azerbaïdjan a plutôt tendance à souffrir d'écartèlement territorial et culturel car il est peuplé, à ses frontières, de minorités à cheval sur les limites territoriales choisies sous l'URSS. Le caractère multiethnique du pays, on oserait presque dire "trop" pluriel, pose une double question : quelle forme d'identité nationale (comment définir la citoyenneté) pour quelle forme de système politique (comment organiser l'Etat) ? Rappelons que l'Azerbaïdjan risque aussi un démantèlement et un partage organisés par les puissances voisines<sup>7</sup>. Certains soulèvements régionaux qui ont pointé dans les années 90<sup>8</sup> n'ont rien à voir avec des revendications locales sérieuses. Les Azerbaïdjanais ne sont pas dupes et voient en eux les manipulations des grandes puissances limitrophes.

Toujours est-il que même si on parle moins d'eux que du clan dirigeant, les autres clans existent. Ainsi entend-on parler du clan de Bakou, du Karabagh, des clans du Sud (Talyshs) et du Nord (Lesghiens)<sup>9</sup>. Néanmoins, l'Azerbaïdjan ne peut pas être considéré seulement comme une société clanique. Sa société civile a commencé à émerger à la fin des années 80 et d'autres groupes sociaux ont joué un rôle de poids dans le jeu politique.

La société civile

Le clan est une institution sociale clé mais cohabite avec d'autres systèmes de socialisation. La renaissance de la société civile après l'URSS, en particulier en milieu urbain, a favorisé l'émergence de groupes sociaux actifs, à l'image de l'intelligentsia de Bakou. Les populations victimes du conflit ont joué elles aussi un rôle particulier. Quand en 1988 les problèmes du Karabagh réapparaissent, les populations "expatriées" (Azéris d'Arménie et Arméniens d'Azerbaïdjan) sont les premières touchées. Les causes

des pogroms de 1988 à Soumgaït sont toujours l'objet de débats<sup>10</sup>. L'enchaînement pogroms-représailles a abouti à un échange massif de populations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan<sup>11</sup>. Ceux que l'on appelle à Bakou les "Yeraz" (Azéris d'Erevan) vont constituer un groupe social particulier de réfugiés. Ils s'installent surtout à Bakou où ils arrivent avant la vague des Azerbaïdjanais déplacés qui ont dû fuir le Karabagh et les territoires voisins conquis par les Arméniens. Les premières installations des Yeraz s'effectuent souvent en négociation avec des Arméniens qui souhaitent quitter Bakou, en échangeant, achetant ou louant des appartements. Mais la majorité des Azéris d'Arménie sont des paysans qui s'adaptent assez mal à Bakou. Leur ressentiment augmente tandis que le pouvoir en place ne fait rien pour eux. Considérés par le mouvement du Front Populaire comme les victimes des premiers affrontements et des membres à part entière du combat politique, la place qu'il faut leur accorder au sein du Front Populaire sera l'objet de débats entre les tendances du mouvement. Mais le FPA échoue dans ses tentatives d'apaisement<sup>12</sup>.

A l'origine de la création du mouvement de libération nationale, les intellectuels qui gravitent autour de l'Académie des sciences sont pour la plupart russophones. Ils sont animés par les idéaux démocratiques européens que la Turquie a su adopter ou qui, en Russie animent les "démocrates". Mais cette élite intellectuelle va se retirer progressivement de l'action une fois que le nationalisme pro-turc prendra trop d'importance et que les événements tragiques de janvier 1990 auront créé une véritable fracture entre les communautés culturelles et/ou ethniques.

Dès le départ, le mouvement de libération nationale est hétérogène et politisé mais son premier objectif et sa raison d'être, c'est la lutte contre le régime. Cette lutte mêle anticommunisme et antiimpérialisme. Elle est le résultat de la détresse sociale d'un pays qui est l'un des moins bien lotis du système soviétique. Les orientations idéologiques sont secondaires. Le mouvement est d'abord urbain et intellectuel puis il devient aussi rural dans le contexte des affrontements du Karabagh. C'est véritablement un mouvement de masse, spontané.

Au fil des années, il va se diviser, comme les grands mouvements démocrates de révolte en ex-URSS. Il va rassembler tout l'éventail politique du pays : des communistes aux islamistes. Alors qu'en Russie les critiques provenaient du PCUS lui-même, en Azerbaïdjan, elles émergent au sein du mouvement de libération. En effet, jusqu'à la fin des années 80, la perestroïka n'a pratiquement pas fait son apparition dans cette République<sup>13</sup>. Le Parti est trop occupé par son ménage interne qui vise à diminuer les réseaux de H. Aliev. Le développement du mouvement national est peut-être le résultat d'une politique délibérée de l'entourage de Gorbatchev<sup>14</sup> qui n'est pas en mesure d'assurer à Bakou ce qu'il fait à Moscou.

Les forces politiques les plus importantes aujourd'hui sont issues du mouvement de libération nationale et l'appellation FPA ne désigne plus que l'un des principaux partis d'opposition. La plupart d'entre eux ne sont pas encore des partis au sens occidental du terme. Ce sont des organisations ou des groupuscules émergents d'un système où la société civile reste très largement amorphe. Leur identification demeure très floue car elle dépend de multiples critères.

L'identification des forces politiques s'est opérée par chocs. Les étapes que le pouvoir ou le mouvement du Front Populaire ont traversées ont eu des effets sur leur composition et leur forme. Ils se sont divisés ou ont passé des alliances, ont vu en leur sein l'émergence de tendances nouvelles. Ces phénomènes de transformation des forces

et des acteurs n'ont pas obéi aux mêmes principes. En fonction de la nature des situations de crise, de la nature des acteurs et d'autres facteurs, il faut changer de grille de lecture pour expliquer les faits. Un chercheur de Bakou disait : " [...] dans un système totalitaire, c'est un peu compliqué de définir cette élite (politique) avec une grille de lecture occidentale. Parce qu'il y a des rideaux et les faits les plus importants se font derrière eux. Nous essayons de toucher les faits à travers les rideaux ou en les écartant. Et nous nous trouvons à mi-chemin des démocraties ouvertes." Il n'est pas possible de vouloir expliquer ce qui se passe en Azerbaïdjan en utilisant seulement les grilles d'analyse de nos sociétés occidentales<sup>15</sup>.

Pour simplifier, nous avons choisi de présenter le paysage politique en fonction de divers critères qui se superposent et se complètent mais qui sont inégalement déterminants selon les situations. Les clivages idéologiques classiques qui servent à différencier les partis politiques occidentaux (spectre droite-gauche, libéralisme-étatisme, nationalisme) s'ajoutent aux emprunts à des cultures politiques voisines. Mais d'autres facteurs, comme les circonstances (conflit, manipulations extérieures), ou les pratiques claniques, compliquent les efforts d'identification des forces en présence. Les critères idéologiques, nationalistes et importés

Ce sont ceux qui se rapprochent le plus des représentations occidentales du spectre politique. Les échelles classiques "droite-gauche", "étatiste-libéral" des pays européens ne sont pas étrangères aux hommes politiques azerbaïdjanais<sup>16</sup>. A titre d'exemple, les leaders du Front Populaire définissent leur parti comme étant de "centre-droit"<sup>17</sup>, l'appellation "Parti Libéral" parle d'elle-même, tandis que des membres du parti Yeni Azerbaïdjan classent leur parti au "centre gauche"<sup>18</sup> (cela ne les empêche pas d'afficher leurs relations "étroites" avec le parti "Notre Maison la Russie" de Viktor Tchernomyrdine...). La création, très tôt, d'un groupe social-démocrate (qui quitte le mouvement national en 1990 avec à sa tête des personnalités comme les frères Ali-Zade et Leyla Younousova) témoigne de l'influence des modèles de l'Ouest.

En général, tous les partis se disent favorables à la privatisation des propriétés collectives et /ou d'Etat et à l'économie de marché, sans pour autant être tous partisans du (néo)libéralisme économique. Cela s'explique d'un côté par la stagnation des réformes de privatisations et d'un autre côté par la confusion des concepts de démocratie et d'économie de marché. Le clivage libéraux - étatistes n'est qu'apparent. Il ne peut pas être réel car la structure de la propriété économique n'a pas beaucoup changé depuis l'URSS. On trouve cependant des tendances (de faible importance) qui affichent nettement des objectifs de répartition autoritaire du patrimoine économique<sup>19</sup>.

Pendant les dernières années de l'URSS, les classements politiques mettent en évidence, comme dans le reste de l'Union, un clivage pro ou anticommuniste. En fait la différenciation est plus compliquée qu'il n'y paraît. Il s'agit, pour le Front Populaire, dans un premier temps, d'antisoviétisme et de revendication nationale.

De nombreux communistes frontistes souhaitent rester membres du Parti. Mais à partir de janvier 1990, c'est la rupture. On brûle sa carte, on quitte le parti et on rejoint le Front Populaire par anticommunisme. La haine du communisme se mêle en réalité à la haine des Russes, à nouveau vus comme des colonisateurs. La différence notable avec ce qui se passe en Russie, réside dans l'assimilation russe/communiste. Dans la Russie post-soviétique, le communisme trouve des ressources dans le patriotisme traditionnel russe d'où, entre autres, son succès. En Azerbaïdjan, cette renaissance est impossible.

Le discrédit est complet. Et les formations politiques se gardent bien d'utiliser les appellations socialistes car elles savent qu'elles n'ont pas d'avenir.

Après plusieurs années d'indépendance, l'opposition ou les observateurs continuent de critiquer le pouvoir en le traitant de "communiste"<sup>20</sup>. H. Aliev en est le premier représentant et le parti Yeni Azerbaycan a récupéré en grande partie les structures (administratives mais aussi les propriétés mobilières) de l'ancien Parti Communiste, passées brièvement dans les mains du Front Populaire au pouvoir. Par ailleurs, on trouve au début du FPA une frange islamiste anticommuniste au nom de la lutte contre l'athéisme<sup>21</sup>. C'est ce premier classement anticommuniste qui apparaît avec le Front Populaire et qui soude le mouvement de masse.

Puis s'opère une différenciation politique et idéologique à l'intérieur du mouvement nationaliste.

En 1998, presque dix ans après, les divergences existent toujours entre les anciens participants à la lutte indépendantiste. Les nationalistes "radicaux", actifs pendant les événements de janvier 1990<sup>22</sup> forment en 1991 le parti de l'Indépendance Nationale.

Leur leader est E. Mamedov, emprisonné après janvier 90 et qui revient sur scène en septembre de la même année. Ils insistent sur la place et le rôle de l'ethnie turque. En juin 1997, Etibar Mamedov essaye de se donner une image plus modérée que celle du nationaliste extrême du début des années 90 en déclarant à la presse : "les Russes qui vivent en Azerbaïdjan sont membres à part entière de la nation azerbaïdjanaise". Le journal ajoute cependant : "E. Mamedov considère que tous les citoyens du pays doivent être égaux, indépendamment de leur appartenance sociale, ethnique, ou religieuse. [...] C'est vrai, il considère que l'ethnie qui conduit, ce sont les Turcs. Mais (dit-il) cela ne signifie pas qu'il

y ait des personnes de premier et de second rang. Les Azerbaïdjanais doivent simplement prendre en considération les représentants des minorités nationales"<sup>23</sup>. Il y a donc bien distinction entre les Azerbaïdjanais et les "minorités nationales"<sup>24</sup>.

Les nationalistes libéraux (ceux qui formeront le parti démocrate et le Moussavat en 1992 et ceux qui resteront au Front Populaire), gardent une ligne moins dure. Ils reprennent l'idéologie du mouvement moussavatiste exilé depuis la fin de la première guerre mondiale<sup>25</sup>. Mais il ne s'agit pas exactement du même nationalisme. En 1997, le Front Populaire mettait l'accent sur la construction d'une nation par la citoyenneté<sup>26</sup>. Les partisans du parti Loup Gris derrière leur leader Isskender Gamidov restent les plus radicaux. Leur implication dans le coup d'Etat de 1995 contre Heydar Aliev leur vaudra d'être interdits et Gamidov arrêté.

On est tenté de dire, en lisant Kurban Said, que les Azerbaïdjanais sont bien trop fiers pour considérer qu'ils ont des modèles<sup>27</sup>. Ils conviendront de la nécessité de tirer profit de l'expérience des autres, mais sont trop confiants dans le caractère unique de leur Etat. Néanmoins, les influences de ses voisins sur l'Azerbaïdjan l'ont amené à importer un certain nombre de débats politiques - de et sur ces pays -, qui structurent la scène politique depuis l'indépendance.

Le clivage turc "kémaliste laïc-islamiste" partage les partisans d'un "modèle turc". En 1998, l'ex président Eltchibey déclarait, après une question sur l'actualité du kémalisme : "Premièrement, il [Kemal] est le seul à avoir gagné contre les Russes, alors qu'en Azerbaïdjan on a perdu. Ensuite, la Turquie est un grand pays islamique, laïc, civil. Aujourd'hui certains veulent prendre la route islamique iranienne, c'est un grand mouvement en Orient. En Irak, en Egypte, en Algérie, ceux qui veulent sortir de l'Islam n'y parviennent pas."

A l'opposé, le parti islamiste s'appuie sur les couches urbaines défavorisées et est vraisemblablement un instrument du pouvoir pendant les grandes heures du mouvement de libération<sup>28</sup>. Le leader Gadji Abdoula, très actif dans les meetings de 1988, crée son organisation religieuse "Tovba" en 1990 et s'oppose aux réformes du Front Populaire sur les questions d'alphabet et de langue.

La problématique russe "occidentaliste-slavophile" se retrouve mais elle est mêlée au turquisme. En effet, être "anti-russe" peut rimer avec "pro-turc". Mais "pro-turc" est une formule équivoque : elle correspond à l'affirmation de l'appartenance ethnique comme principe rassembleur des deux Azerbaïdjan, comme c'est le cas chez les Loup gris<sup>29</sup>. Mais pour d'autres elle désigne le plus souvent la volonté de s'inspirer d'un modernisme à l'occidental<sup>30</sup>.

Les acteurs "pro-russes" ne manquent pas mais il faut veiller en l'occurrence à ne pas confondre tractations en tous genres et conviction idéologique ou philosophique. Que Moscou conserve des "pions" en Azerbaïdjan n'est guère surprenant. L'ex-président A. Moutalibov, le colonel rebelle Sourat Gousseinov étaient clairement pro-russes<sup>31</sup>. Mais ils ne sont pas forcément slavophiles. Le Parti libéral est dirigé par une femme venue des réseaux moscovites de H. Aliev (proches de la direction du Parlement anéanti en octobre 93 par Boris Eltsine), Lala Sheufket Gadjieva. Elle a été évincée de l'appareil présidentiel une fois que H. Aliev n'a plus eu besoin d'appuis multiples en Russie après le coup d'octobre 93. Bien que proche de la Russie, elle se réfère, en bonne citoyenne azerbaïdjanaise, à M. Rassoulzade<sup>32</sup>. En 1997, certaines personnalités de l'opposition (dont L. S. Gadjieva et Leyla Younousova, fondatrice du parti social-démocrate en 1990) ont été accusées, par voie de presse, d'espionnage pour le compte de la Russie. Les débats entre "modernistes" et "traditionnalistes", propres à la Perse et à l'Iran du XX<sup>ème</sup> siècle montre que l'Azerbaïdjan a toujours fait partie du Moyen Orient. D'où ces paroles d'A Eltchibey : "Qu'il s'agisse de la France, des Etats-Unis ou de l'Angleterre, l'Iran est contre l'influence occidentale. Nous voulons rentrer dans les structures occidentales de l'OTAN et de l'Union européenne"<sup>33</sup>.

D'une certaine manière, les acteurs ont parfaitement intégré ces modalités de classements et vont en faire usage si besoin est, en fonction de leurs interlocuteurs. A titre d'exemple, ils utilisent les termes de centre, gauche et droite avec les Occidentaux. Cependant, quand on essaye de préciser le corpus idéologique des forces politiques, on se heurte à un vide impressionnant qui rappelle le silence gêné des partis politiques russes du début des années 90 sur leurs programmes et leurs objectifs<sup>34</sup>.

En fait, vouloir tout comprendre sur la base d'une revendication idéologique est inefficace. Il est nécessaire de prendre en compte d'autres éléments. La lutte acharnée pour le pouvoir au début de l'indépendance, la personnalisation de la vie politique, les mécanismes de clan ont été des facteurs de classement parfois beaucoup plus déterminants.

Les classements putschistes

Bien que l'arène politique azerbaïdjanaise soit riche en clivages idéologiques, ils ne sont pas forcément les plus valables pour appréhender tous les faits.

On peut à ce titre noter la remarque du leader du parti social-démocrate, Z. Ali-Zade : "On a eu un moment des blocs de "coups d'Etat". Les groupuscules s'unissaient et préparaient des putschs. J'espère que nous avons dépassé cette étape et que les blocs se forment maintenant dans un but électoral"<sup>35</sup>. L'auteur de ces phrases ne parle pas de partis mais de groupuscules. Par ailleurs, il met en avant les préoccupations directement stratégiques des acteurs politiques qui ont un objectif clair, sinon unique :

prendre le pouvoir. Cette période de vacance pendant laquelle de nombreuses personnalités ont tenté d'arriver au pouvoir par des "coups" a duré plusieurs années. On peut estimer qu'elle a pris fin en 1995 après la confirmation au pouvoir du Président Aliiev. Depuis cette date, le pays a connu une relative stabilité en comparaison avec les années 92-95. Les tentatives d'attentats et les menaces contre le Président en 1998 ne semblent pas de même nature.

Le classement de ces groupuscules n'a pas grand-chose à voir avec des critères idéologiques, même si on peut toujours leur mettre une étiquette politique. Ils n'ont pas agi par conviction politique. En général ils ont suivi la figure d'une personnalité charismatique qui s'était distinguée depuis la fin des années 80, ou qui jouissait déjà d'un certain prestige. On peut aussi les classer en fonction de leurs affinités avec les pays voisins. Le soutien étranger dont bénéficient les "aventuriers" qui ont échoué n'est pas toujours gouvernemental comme le souligne Sémi Vaner<sup>36</sup>, mais est le plus souvent à l'origine des crises.

Le colonel déchu Sourat Gousseinov était le protégé du Ministre de la Défense de l'époque R. Gaziev, décrit comme une personnalité indépendante, prête à prendre le pouvoir pour lui seul au début du Front Populaire et ayant l'appui des cadres militaires et des officiers russes<sup>37</sup>. Le retrait des troupes de S. Gousseinov du front de Mardakert se produit en été 1992 "pour des raisons mal connues". On peut interpréter cette manœuvre comme un coup stratégique quand on sait que ces mêmes troupes s'emparent sans difficultés, le 4 juin 1993, des casernes de Gandja abandonnées par les Russes dix jours plus tôt<sup>38</sup>.

En 1997, malgré la stabilité politique, les attitudes des uns et des autres pendant ces événements fait toujours l'objet de querelles virulentes. La participation à des négociations secrètes de certaines figures comme E. Mamedov, alors Premier Ministre et soucieux de retarder l'arrivée de H. Aliiev à Bakou, est une arme redoutable pour ses adversaires. Elle est utilisée entre autres par le Parti azerbaïdjanais de l'indépendance démocratique contre le parti de l'indépendance nationale<sup>39</sup>.

Par ailleurs, la haine de l'influence russe pousse des ennemis à s'allier temporairement : Aliiev, que les efforts de Mamedov et de Djavadov (membre du parti d'E. Mamedov) n'ont pas empêché d'arriver au pouvoir, parvient à se débarrasser de Mamedov qui lui est inutile, mais ne peut pas se permettre de destituer Djavadov, fort de son prestige militaire. Le Vice-ministre de la Défense reste donc à son poste et joue le jeu du Président dans un premier temps contre les tentatives des S. Gousseinov en octobre 1994. Parallèlement, il s'affiche de plus en plus comme un membre critique du gouvernement. Puis une fois l'orage passé, ses anciens plans de prise de pouvoir reprennent le dessus, soutenus par des réseaux turcs. Alors qu'il essaye de se rallier une partie de l'opposition, Djavadov est aussi courtoisé par des membres de l'entourage de l'ex-président Ayaz Moutalibov. Mais il ne parvient pas à mobiliser un bloc assez fort et sa tentative de putsch échoue dans le sang le 17 mars 1995<sup>40</sup>. A partir de la défaite de Djavadov, le président Aliiev a les mains libres pour épurer les administrations clés et placer les membres de son clan.

L'identification par le clan

La structuration clanique du paysage politique azerbaïdjanais est déséquilibrée. Il n'y a pas vraiment d'équilibre entre différents clans qui auraient les mêmes chances d'accéder au pouvoir. Cette situation fait dire aux spécialistes qu'il y a "le clan et les autres"<sup>41</sup>. Si on assimile l'élite politique à un clan particulier, celui des originaires du Nakhtitchevan et d'Arménie, on ne peut pas qualifier le reste de la classe politique

d'élite car elle n'est pas assimilable à un clan complètement formé et disposant des attributs nécessaires (puissance économique et de pouvoir). On parle alors de "quasi-élite".

Malgré tout, ce déséquilibre ne permet pas de conclure à l'existence d'un clan unique. Les analystes locaux identifient régulièrement d'autres clans : celui du Karabagh, celui de Bakou et ceux du Sud et du Nord. Les acteurs politiques eux-mêmes désignent les clans adverses<sup>42</sup>. D'autres sont plus prudents dans leurs appellations mais emploient spontanément le classement clanique<sup>43</sup>.

Néanmoins, les positions politiques en Azerbaïdjan n'ont pas toujours obéi au principe régional. Celui-ci a eu des applications plus ou moins évidentes selon les périodes. A. Eltchibey, lorsqu'il décide d'accorder un poids politique particulier aux réfugiés, privilégie l'idée de clan. Issa Gambar, lorsqu'il mène sa campagne électorale en 1995, cède aussi à ce "réflexe"<sup>44</sup>. Face au clan dirigeant, l'opposition essaye de réunir des clans différents. C'est ce que fait I. Gambar en se rapprochant du clan de Bakou à la veille des élections de 1995<sup>45</sup>.

Les clans les plus faibles ont tout intérêt à s'allier avec des clans plus forts, comme le montre la politique des "Bakinois" fragilisés par le discrédit de leur ancien leader A. Moutalibov et l'émigration de nombreux acteurs économiques en Russie<sup>46</sup>.

Les autres clans marginaux, ceux du Nord et du Sud du pays, ont une vocation essentiellement ethnique et culturelle. Ils ont plus tendance à se rapprocher des pays dans lesquels vit l'autre partie de leur ethnie. Les Lesguiens du Nord et de l'Ouest s'impliquent dans les questions du Caucase du Nord et sont sensibles aux positions russes. Les Talyshs au Sud se tournent plutôt vers l'Iran.

C'est surtout H. Aliev qui poursuit sa politique de clan commencée il y a 30 ans en plaçant systématiquement ses hommes dans les organes de pouvoir<sup>47</sup>. Mais à trop dominer, ce clan est en train de se diviser en petits groupes. Son influence sur la scène politique est telle qu'il contrôle même une partie de l'opposition actuelle, ce qui brouille complètement les schémas classiques d'antagonisme pouvoir/opposition. Parce que le Président est pour le moment le chef incontesté de ce clan, pratiquement tous les partis qui veulent intégrer l'arène du pouvoir doivent jouer son jeu.

Les prétendants les plus sérieux à la direction de ce clan sont E. Mamedov, Rassoul Gouliev et A. Eltchibey. Le clan est le terrain de luttes intestines à l'intérieur des plus grands organes de l'Etat (appareil présidentiel, cabinet des Ministres, Parlement) mais aussi dans l'opposition. Le partage du gâteau que représente le processus de privatisations en est la raison la plus évidente. Mais il s'agit aussi, par ce biais, de la succession du Président.

Le parti de l'Indépendance Nationale d'E. Mamedov (natif du Nakhitchevan) estime que la base sociale de la population de cette région et d'Arménie est "sienne". Les alliés d'E. Mamedov, qui lui reprochent d'avoir refusé des postes ministériels proposés par Aliev en 1993, l'accusent de régionalisme après l'avoir quitté, en fondant le parti de l'indépendance démocratique, sous la houlette du Président de l'Assemblée de l'époque, Rassoul Gouliev. E. Mamedov a beau affirmer en 1998 que pour les élections (municipales et présidentielles) son parti ne passera d'alliance qu'au nom de convergences idéologiques<sup>48</sup>, on sent bien qu'il tient ce discours pour masquer ses ambitions au sein du clan Aliev<sup>49</sup>. Quant au très puissant Rassoul Gouliev, ce n'est pas un hasard s'il est démis de ses fonctions de Speaker du Milli Medjlis en novembre 1996<sup>50</sup>. Sa destitution ne correspond pas seulement à un éloignement des cercles dirigeants, c'est aussi une éventuelle transition vers l'opposition des énormes

moyens dont dispose son groupe. Il n'hésite pas, d'ailleurs, à critiquer le gouvernement en place et à se montrer comme un successeur potentiel.<sup>51</sup>

Le Front Populaire dirigé par Eltchibey (lui-même originaire du Nakhitchevan) obéit à la logique régionale. Il n'est plus le mouvement de masse des années 90. Beaucoup ont dit que le retour de l'ancien président du FPA, en juin 1997, était un coup stratégique d'Aliev dans le but de renforcer le pouvoir en place. Les propos favorables au président en place qu'Eltchibey a tenus lors de sa conférence de presse de retour à Bakou étaient troublants de ce point de vue et montrent la force du clan dirigeant. Par ailleurs, les relations personnelles qu'entretiennent les deux hommes semblent chaleureuses<sup>52</sup>.

D'où la situation du clan Nakhitchevanais-Azéri d'Arménie qui mêle : une majorité qui soutient le Président, ceux qui font partie de la majorité tout en étant écartés (dont le leader est Gouliev) et ceux qui sont dans l'opposition (Eltchibey et Mamedov). Ces derniers essaient d'affaiblir l'entourage d'Aliev, si ce n'est de prendre leur revanche. Les dominantes par période

Pour résumer on peut identifier les périodes en fonction des critères de regroupement politique.

A la fin de l'URSS, c'est-à-dire entre 1988 et 1991, les classements sont très largement idéologiques. Anticommunisme, nationalisme et choix des partenaires étrangers sont les facteurs dominants de différenciation à l'intérieur du mouvement de libération nationale du Front Populaire et chez les communistes.

L'arrivée au pouvoir du FPA ouvre une période de fragilité. Les alliances qui s'opèrent correspondent surtout à des stratégies de prise de pouvoir et donnent lieu aux multiples tentatives de coups d'Etat. Les puissances étrangères sont très actives pour remettre sur pied un pouvoir qu'elles souhaitent maîtriser. La Russie, la Turquie et l'Occident cherchent à éviter le retour de H. Aliev. Les événements de Gandja, l'échec de Sourat Gousseinov, le retour de H. Aliev, les tentatives de R. Djavadov et de l'opposition s'inscrivent dans cette logique de groupuscules putschistes qui fédèrent les opportunistes.

Alors que H. Aliev revient au pouvoir, il n'est pas assez puissant pour évincer tous les prétendants au pouvoir dès 1993. Il fait face à une opposition qu'il tient en échec et obéit inévitablement à la logique des regroupements opportunistes en cherchant momentanément des appuis étrangers.

Une fois l'épuration terminée au sein du gouvernement, il place ses personnes et sa politique prend une autre tournure, à la fois clanique - H. Aliev retrouve les bonnes vieilles pratiques des années 70<sup>53</sup> - et idéologique. Le contenu des discours a changé depuis 1988. L'indépendance assurée, le discours national doit être rénové. Autour du pouvoir, le paysage politique s'éclaircit et chaque acteur doit affiner son identité en se dotant d'un bagage idéologique.

**98**<sup>54</sup>

Les stratégies et les manoeuvres ont commencé dès 1996. Le pouvoir crée les conditions de sa victoire alors que les prétendants s'organisent. Les débats concernent surtout, hormis l'impossible problème du Karabagh, les réformes économiques et la reconstruction de l'identité nationale.

Attitude du pouvoir

1997 aurait dû être l'année des élections municipales, le mandat des dirigeants locaux arrivant à expiration. Mais le Parlement n'a pas voté l'ensemble de lois organiques visant à mettre en place les conditions juridiques des élections locales. Ces élections ont donc été repoussées. En effet, le pouvoir en place a besoin de ses soutiens locaux, base

fondamentale du système clanique pour remporter les élections présidentielles. Il garde un contrôle strict sur la diffusion de l'information dans le pays où le décalage entre Bakou et les régions se maintient, tout à son avantage<sup>55</sup>. Comme en 1995, il est fort probable qu'il fasse tout son possible<sup>56</sup> pour remporter les prochaines élections, malgré les critiques à prévoir des observateurs des organisations internationales. De leur côté, les représentations diplomatiques n'ont pas forcément intérêt à trop s'impliquer dans les questions électorales à venir si elles souhaitent poursuivre leurs efforts de coopération pétrolière avec un pouvoir stabilisé pour plusieurs années. Elles fermeront les yeux, une fois de plus, sur les limites démocratiques d'un scrutin faussé. La tolérance des pays occidentaux face aux élections sera à la mesure de leur souci de traiter avec un partenaire stable<sup>57</sup>.

Dans un second temps, une fois que le président Aliev sera réélu, il pourra user de son pouvoir pour organiser comme il l'entend la réforme des pouvoirs locaux.

#### Les alliances

Tandis que le clan présidentiel rassemble autour du parti Yeni Azərbaycan une nébuleuse de formations pro-présidentielles, l'opposition essaye de s'organiser, souvent avec le soutien des Etats-Unis<sup>58</sup> et de la Turquie. Les principales formations d'opposition ont constitué en 1996 le "Congrès démocratique" qui rassemblent le FPA, le Moussavat, le Parti de l'Indépendance nationale, le Parti démocrate et d'autres petits partis. Il aurait des chances lors des prochaines élections si ses composantes parviennent à se mettre d'accord sur un candidat unique à la présidence. Le discrédit des anciens dirigeants du Front Populaire de 1992 comme A. Eltchibey risque de diminuer les chances du Congrès démocratique et de telles faiblesses créent des dissensions au sein de l'alliance électorale. En fait on retrouve à l'intérieur du Congrès démocratique les mêmes divisions personnelles que dans le mouvement de libération nationale. Issa Gambar et Etibar Mamedov apparaissent comme des candidats potentiels. Mais il ne faut pas se fier aux apparences et bien prendre en compte les phénomènes de clan qui recourent les blocs de partis.

Isolées, certaines formations essayeront de proposer des candidats comme le Parti Libéral de Lala Sheufket Gadjeva ou peut-être les Sociaux-démocrates de Zardoucht Ali-Zade.

#### Attitude du clan

Alors que l'opposition se rassemble, le parti présidentiel essaye de se donner une nouvelle image. Il n'est pas étonnant de voir que le YAP, souvent assimilé à l'ancien Parti communiste fasse du pied à l'Internationale socialiste pour être reconnu comme parti social-démocrate<sup>59</sup>. Cette démarche de légitimation idéologique, aux yeux de l'étranger surtout, est intéressante quand on connaît les logiques de clan qui sont à l'œuvre dans une telle organisation.

De plus, la présence d'un parti social-démocrate qui pratique l'opposition constructive au pouvoir actuel ne semble pas déranger les dirigeants du YAP qui a obtenu un statut d'observateur à l'I.S.

#### Les enjeux

Depuis plusieurs années, les enjeux politiques n'ont pas beaucoup évolué. Les questions pétrolières, après la signature des grands contrats, ne sont plus l'objet de grandes critiques de la part de l'opposition, tout comme la politique étrangère. Ce sont plutôt les questions intérieures qui posent problème.

A vrai dire, personne ne souhaite vraiment affronter le **problème** trop sensible du **Karabagh** et toute l'opposition presse le Président d'en terminer avec l'occupation des

territoires par un règlement qui satisferait la population. Les leaders de l'opposition craignent d'arriver au pouvoir et de devoir régler cette question, ce qui assurerait leur mort politique.

A l'ordre du jour depuis deux ans environ, la question d'une **nouvelle citoyenneté** est liée à la mise en circulation de nouveaux passeports. Après la suppression de la citoyenneté soviétique, elle reste à définir. Elle suppose une nation azerbaïdjanaise reconstituée et un peuple conscient de lui-même. Les avis concernant les passeports se partagent en fonction du nationalisme développé par les hommes politiques. Certains, pro-turcs, mettent l'accent sur l'ethnie, d'autres privilégient l'"azerbaïdjanisme" ou l'"azerbaïdjanité" qui se fondent sur l'appartenance politique au nouvel Etat<sup>60</sup>. Concrètement, la question est de savoir si les passeports mentionneront l'ethnie voire la confession d'origine des citoyens comme c'était le cas des passeports soviétiques, en plus de la "citoyenneté azerbaïdjanaise".

**Le processus des privatisations** est l'objet des plus vives critiques de l'opposition<sup>61</sup>. En effet, la distribution des biens d'Etat est loin d'être équitable, l'information de la population est insuffisante et les directeurs d'entreprises en deviennent souvent les propriétaires sans que la population ne comprenne la nature des manoeuvres. L'agriculture n'a été privatisée que partiellement tandis que la privatisation de l'industrie a pris du retard. En fait, le clan au pouvoir organise à son profit la privatisation des biens et l'enjeu véritable est la main-mise des clans économiques sur le gâteau national. Les enjeux des privatisations ne sont pas idéologiques mais bien stratégiques. Ils concernent l'attribution à des groupes d'influences des ressources économiques du pays dans un but politique.

L'avenir du paysage politique dépend donc dans une large mesure de l'évolution des privatisations. Tant que le transfert des richesses nationales aux mains du clan se poursuivra, ce groupe d'influence va renforcer son emprise en attirant à lui tous ceux qui veulent accéder à la répartition des pouvoirs économique et politique. En revanche, si d'autres acteurs ont accès, par des réformes équitables, à une partie des richesses du pays à privatiser, la distribution des ressources économiques devrait se diversifier et donner des chances à des groupes jusque là mis à l'écart. Mais même si cette distribution n'a pas lieu, la dynamique d'accaparement, par les privatisations, des richesses nationales engagée par le clan dirigeant prendra fin une fois que tout aura été privatisé. Et ensuite les clans pourront se transformer et se recomposer. Mais nous n'en sommes pas là<sup>62</sup>.

Plurielle, voilà comment on pourrait qualifier la nature du paysage politique de l'Azerbaïdjan. Au carrefour des influences eurasiatiques, la lecture de ses jeux de pouvoir est polyglotte, multiethnique et nécessairement tournée vers un passé tumultueux.

En dix ans les acteurs politiques sont devenus plus identifiables après l'ébullition qu'a connue le pays au tournant des années 90. L'explosion démocratique s'est révélée particulièrement confuse dans un contexte de guerre que les influences étrangères ont contribué à compliquer. En fin de compte le jeu s'est clarifié dans un premier temps par la violence et la succession de coups dont les auteurs ont été peu à peu éliminés de la scène, puis par le retour à des pratiques traditionnelles qu'il reste à étudier en profondeur.

D'un côté, le clan est une notion trop simple car d'autres facteurs ont du poids dans la distribution du pouvoir. Il s'agit des pratiques bureaucratiques soviétiques, des nouvelles relations financières, des traditions locales ou de l'émergence de la société

civile. Selon nous, le phénomène clanique tel qu'il s'est développé autour de la personnalité de Heydar Aliev ne se reproduira pas nécessairement. De l'autre le clan est un cadre réducteur pour la prise en compte de l'espace. Les réseaux de pouvoir en Azerbaïdjan dépassent certainement le cadre du territoire national qu'ils soient mafieux ou ethniques car la dispersion des minorités nationales dans l'ex-URSS et ailleurs (Proche-Orient mais aussi pays occidentaux) est trop importante.

C'est donc une étude à la fois plus précise de l'organisation sociale locale (villages transformés en kolkhozes puis en collectifs de production souvent soumis à l'autorité d'un chef) et plus large des réseaux internationaux liés entre autres aux questions énergétiques qu'il faudrait mener. Enfin, l'histoire cosmopolite d'une ville comme Bakou nous montre que l'Azerbaïdjan a toujours été un espace d'échange et de mélange exceptionnel<sup>63</sup>. C'est pourquoi, après les énormes transformations démographiques des dernières années, la question des rapports avec l'étranger, non seulement du point de vue des relations internationales, mais aussi en des termes culturels et sociologiques, nous semble centrale pour comprendre le nouvel Azerbaïdjan indépendant.

Annexe : TABLEAU DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES

NOM, FONDATION et LEADER	MEMBRES et RÉGION - INFLUENCE	IDÉOLOGIE	ORGANE DE PRESSE
Ana Vatan (mère patrie) nov.90 F.Agamaliyev	10 000	pro Aliev anti russe anti islamiste pro ouest pro unification	Ana Vatan
Alliance au nom de l'Azerbaïdjan nov. 94 A. Samedov		pro Aliev	
Yeni Azerbaïdjan (nouvel A) 21/12/92 H. Aliev	14000 Nakhitchevan / Arménie	pro Aliev sans véritable idéologie	Yeni azerbaijan/ SES
Parti de l'indépendance nationale 1991 E. Mamedov	25 000 Nakhitchevan / Arménie	anti russe mouvement FP opportunisme politique	Millet (nation/ ethnie)
Parti de l'Etat national d'A N. Panakhly	70 000	pro Aliev	Meydan (la place)
Parti démocratique des propriétaires 30/04/94 M. Mamedov (Gunay Bank & BMN Holding)	15 000	pro Aliev se dit centriste libre entreprise	Gunai

Parti de l'indépendance démocratique 26/03/94 G. Huseynli, V. Kerimov (Rassoul Gouliev)	Nakhitchevan	pro Aliev élite dirigeante et petits groupes	Vetendach (citoyen)
Parti du Front populaire (FPA) 03/89 A. Aliev (Eltchibey)	40 000 Nakhitchevan	opposition anti russe pro turc (centre droit)	Azadlyg (liberté)
Parti démocrate 1992 I. Ismailov	10 000	opposition pro-turc	Hurriyet
Moussavat 1918 I. Gambar R . Akhmedov	20 000 (?) Karabagh	opposition pro turc	Yeni Musavat
Parti indépendant et démocratique (ex Vahdat) Leyla Younousova	Bakou	opposition - libéraux affinités avec la Russie(contact avec Gaïdar)	
Parti social-démocrate 1990 Araz Ali-zade	1300	opposition constructive pro Aliev	Istiglal (indépendance)
Parti du loup gris interdit mars 95 I.Gamidov		pro turc extrémiste solution armée	Boz Gurd (loup gris)
Parti libéral 1993 Lala Sheufket -Gadjieva	53 000 Bakou	opposition - pro-russe libéralisme refuse les alliances	Liberal

(Les sources sont les mêmes que celles de l'article. Voir en particulier *Monitor*.-  
Parliamentarskii bioulietien (bulletin parlementaire).- N°1, Janvier 1996

## NOTES

1. Entretien avec le géographe Vaguif Saphikhanov à Bakou, janvier 1998 : "Vezirov a essayé de remplacer les représentants du clan d'Aliev. Il a essayé de placer ses gens, Moutalibov aussi. Mais les processus de changement étaient tellement rapides

qu'utiliser les méthodes traditionnelles de substitution d'un clan par un autre dans un temps si court, c'était chose impossible. Les phénomènes ne cessaient de les dépasser. La dynamique était trop rapide. (...) Il fallait avoir le contrôle des équipes politiques. Baguirov a essayé d'agir sur le clan d'Aliev mais sans résultat."

2. Mirkadyrov Raouf.- "La dictature du chaos peut remplacer la dictature du clan" in *Monitor*.- N°1 (12), 1998. "clan, *clanité*, droit de préséance, ces termes sont rentrés solidement et tristement dans notre vie. Nous ne réfléchissons même plus à leur signification, nous les considérons comme quelque chose d'établi." [...] "Vue de l'extérieur, notre société a tous les attributs d'un système de tribus où le niveau des relations intragroupe est privilégié par rapport au niveau des relations horizontales de la société"

*Monitor* est une revue mensuelle azerbaïdjanaise russophone parue entre janvier 1996 et mai 1998, date à laquelle elle a été interdite. Elle a été fondée par le "centre de recherches géoéconomiques" de Bakou qui a collaboré avec des agences de presse (Turan et Yeni Nesil). Les articles traitent de sujets politiques, économiques, sociaux ou géopolitiques avec un souci d'analyse remarquable par rapport au reste de la presse locale. Les sources de financement et la tendance politique de la revue (bien que certaines sources considèrent la revue comme proche de Mme Lala Sheufket Gadjeva, Parti Libéral) nous sont inconnues.

3. Mirkadyrov Raouf.- *Ibid.*

4. Entretien avec le géographe Vaguif Saphikhanov à Bakou, janvier 1998 : " C'est pourquoi je dis que le clan c'est une chose et tout le reste est derrière les rideaux. Ils mettent en place une oligarchie. C'est pourquoi en Azerbaïdjan il n'y a pratiquement pas d'organisation économique indépendante qui n'est pas liée à l'élite politique. Aucune organisation, indépendante ou même neutre politiquement n'y échappe. Toutes. L'Azerbaïdjan est un petit pays et pourtant il existe des monstres économiques qui sont intégrés à l'élite politique. Et la jonction entre les deux est complète."

5. Deux documents publiés à 20 ans d'écart doivent être mis en parallèle. Il s'agit d'une part d'une liste de cadres mis en place par H. Aliev au tournant des années 70 qu'on trouve dans Zemtsov Ilja, (Besançon Alain).- *La corruption en Union soviétique*.- Paris : Hachette, 1976, et d'autre part du *who's who* des députés les plus influents élus en 1995 (voir *Monitor*.- *Parlamentarskii bioulietien (bulletin parlementaire)*.- N°1, Janvier 1996). Parmi les députés proches du Président qui ont été, en général, responsables d'administration locale, il faut distinguer une liste de 18 "intouchables" qui peuvent cumuler mandat législatif et fonction exécutive. Cette "liste" des 18 se rapproche plus de la notion de clan régional (plus de la moitié sont originaires du Nakhitchevan ou d'Arménie, certains sont de très proches parents du Président). En revanche, les autres listes (le restant des députés de 1995 et les cadres nommés dans les années 70) montrent l'importance du réseau administratif local, sur lequel Aliev s'appuie depuis plus de 20 ans à l'intérieur du système soviétique.

6. Sur le remplacement de l'élite politique de l'ère Brejnev par la perestroïka, voir Thom Française.- "La crise des nationalités en URSS et les politiques de modernisation de l'empire" in *Les crises à l'Est : le sort d'un empire*.- Actes du colloque du 14 nov. 1991.- Fondation Singer-Polignac.- Paris : Fondation Singer-Polignac - Société d'histoire diplomatique, 1991.- 144p.- pp.18-27.

7. Sur les objectifs iraniens, arméniens et russes de briser à terme l'indépendance du pays, cf. Vaner Sémih.- "La Caspienne : enjeu pour l'Azerbaïdjan et l'Azerbaïdjan

comme enjeu".- *in La Caspienne, une nouvelle frontière.- Cahiers d'Etudes sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), N°23.- janvier-juin 1997.- pp.143-167.

8. On se souvient de la furtive proclamation de la République Talysh-Mougham en 1993.

9. Myrkadirov Raouf.- "La route que nous choisissons".- *in Monitor.-* N°11, mai 1997.- pp. 5-10.

10. Si l'on en croit Zapater Joseph.- "Réfugiés et personnes déplacées en Azerbaïdjan", *in Cahiers d'Etudes sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), N°20.- juil.-déc. 1997.- pp.285-306 : "Bien que tous les médias occidentaux aient présenté le pogrom de Soumgaït comme le détonateur des expulsions, d'après l'Association Azerbaïdjanaise pour les Réfugiés, les tous premiers azéris d'Arménie sont arrivés en 1986 et 1987. Le premier flux important eut lieu, d'après la même source, le 25 janvier, puis les 18 et 23 février 1988, avec l'arrivée de quelques 4000 réfugiés en Azerbaïdjan. [...] Les données et les témoignages de ces expulsions sont très manquants ; ils ont été largement ignorés par la presse occidentale, qui au mois de février 1988 s'est seulement occupée des événements de Soumgaït, et les fuites en masse à partir de novembre 1988 ont aussi été cachées par la situation en Arménie après le tremblement de terre du 8 décembre 1988."

Selon Patrick Karam cité par Vaner Sémi.- "La Caspienne : enjeu ..." *Op. Cit.* "Patrick Karam écrit à propos du massacre de Soumgaït qui a précédé ces incidents (de janvier 1990) : « Pour contrer la popularité croissante du mouvement national, déstabilisante pour le régime, Moscou décide alors de décapiter l'opposition en montant une opération risquée. Elle consisterait à réprimer des massacres - initialement fomentés et induits par le pouvoir soviétique - contre la communauté arménienne. L'affaire arménienne était, on l'aura compris, un instrument beaucoup plus qu'un enjeu. Ce mépris des conséquences humaines représente une tragique erreur d'analyse qui ne sera pas oubliée en 1991, lorsque les deux pays voteront l'indépendance» p.130. Plus loin : 'Peu avant les événements, une campagne de désinformation visant à s'assurer de la tolérance de l'Occident est lancée, dont le point d'orgue est la déclaration du Soviet suprême de l'URSS sur les dangers de prise de pouvoir à Bakou par le fondamentalisme islamique. Relayée par toutes les agences de presse étrangères, cette campagne qui jouait sur les peurs associées à l'Islam permet à Moscou de s'afficher en gardienne des valeurs de la civilisation occidentale. La faiblesse des réactions internationales aux événements à venir s'explique largement par cette manoeuvre qui prépare les opinions publiques et laisse libre cours à la machination". *in Karam Patrick.- Les guerres du Caucase.-* Paris: Perrin, 1995.

Smith Hedrick.- *Désunion soviétique.-* Paris : Belfond, 1991.- 712p.

Journaliste d'investigation du *New York Times*, il passe 9 mois en URSS en 1989-90 et offre plusieurs versions des événements de Soumgaït : celle des responsables en place de Soumgaït qui décrivent en 1989 cette zone comme lieu de crise, touchée par le chômage et habitée par d'anciens détenus interdits de séjour à Bakou.

Celle des réfugiés arméniens qui affirment en 1989 que les auteurs des pogroms ont agi sur les ordres des autorités de Soumgaït (qui furent limogées après les événements).

Celle des successeurs au pouvoir de Soumgaït qui disent que leurs prédécesseurs n'avaient pas su maîtriser la police et les forces municipales. Le mouvement, selon eux, est le fait d'Azéris venus à Soumgaït et qui affirmaient avoir été chassés d'Arménie et du Karabagh. p.331-332. (Sources : interviews des personnes citées).

Mirkadyrov Raouf.- "Dorogou osilit idouchii" (seul celui qui marche arrive au bout).- *in Monitor.-* N° 3(7), novembre 1996.- pp.9-14.

Une autre version qui affirme que la cohabitation Bakou-réfugiés a été exploitée par les services secrets qui alimentaient, à la veille du 20 janvier, les affrontements entre les 2 communautés, évités par les grands efforts du FPA.- p.10.

11. Smith Hedrick, *op. cit.* cite le chiffre de 160 000 Azéris d'Arménie rentrés en Azerbaïdjan et 200 000 Arméniens d'Azerbaïdjan rentrés en Arménie en 1989. A cette époque il reste selon lui encore 200 000 Arméniens en Azerbaïdjan.

12. Mirkadyrov Raouf.- "Dorogou osilit idouchii" (seul celui qui marche arrive au bout)- *in Monitor*.- *op. cit.* Certains membres du FPA proposent de faire pression sur le pouvoir pour qu'il déplace les réfugiés dans les régions du Karabagh ou aux alentours. Ils s'adapteraient mieux, seraient prêts à se défendre et on éviterait ainsi les tensions entre les communautés à Bakou.

13. Entretien avec le géographe Vaguif Saphikhanov à Bakou, janvier 1998 : "Quand il (Vezirov) est arrivé au pouvoir, c'était déjà la perestroïka et en Azerbaïdjan rien n'avait changé, rien du tout. Tout est resté très calme, comme avant, jusqu'aux événements du Karabagh."

14. Smith Hedrick.- *Désunion soviétique*.- *op. cit.* Cite le *New York Times* qui parle d'un "prétendu Comité de la Défense nationale, organisation paramilitaire, encouragée par certains membres du parti local afin de discréditer le Front populaire en le faisant paraître plus violent qu'il ne l'était. Pendant un an, Victor Polianitchko, le numéro deux du parti azéri - ukrainien d'origine et l'homme de confiance de Moscou - avait poussé les Azéris à fonder un Front populaire. Une fois ce front créé, il essaya de l'orienter vers un nationalisme militant, dans l'espoir de provoquer une vague de violences qui justifierait une intervention musclée de Moscou." p.344.

15. Entretien avec le géographe Saphikhanov, Bakou, janvier 1998.

16. Pourtant cette grille n'est pas beaucoup mise en avant. Cette nomenclature est victime de "brouillage" dans l'esprit de la population : brouillage soviétique qui officialisait la gauche comme étant le camp des "gentils" (le Parti), et la droite comme celui des "méchants" (les opposants) ; brouillage du système actuel où ce manichéisme se retrouve dans les médias d'Etat alors que l'idéologie communiste a été officiellement abandonnée ; brouillage des schémas de représentation car l'échelle droite-gauche cohabite avec d'autres types de représentation du spectre politique importés des pays voisins.

17. Entretien avec M. Assim Mollazade, vice-président du Front Populaire, 4 octobre 1997, Bakou : "Si, dans le spectre politique actuel les communistes sont à gauche, nous nous considérons à droite et centristes."

18. Entretien avec M. Aragbey Ashkerov, cadre du parti "Yeni Azerbaycan", 14 octobre 1997, Bakou.

19. Mirkadyrov Raouf.- "Dorogou osilit idouchii" (seul celui qui marche arrive au bout).- *in Monitor*.- *op. cit.* L'auteur cite pour 1990 les "nationaux-socialistes primitifs (dirigés par I. Gamidov, futur ministre de l'Intérieur d'Eltchibey) (qui sont) pour une justice sociale expéditive au moyen d'expropriation de ceux qui ont un patrimoine gagné *malhonnêtement*." Gamidov Gamidov fondera ensuite le parti "Loup gris" qui sera interdit en 1995.

20. Entretien avec M. Assim Mollazade, vice-président du Front Populaire, 4 octobre 1997, Bakou. Il parle des "communistes qui forment le gouvernement actuel".

21. Mirkadyrov Raouf.- "Dorogou osilit idouchii" (seul celui qui marche arrive au bout).- *op. cit.*

22. Balayev Aydin.- *Azerbaidjanskoye natsionalnoye dvijenie : ot Moussavata do Narodnova Fronta* (Le mouvement national azerbaïdjanais : du Moussavat au Front Populaire).- Bakou : Elm, 1992.- 104p.
23. *Zerkalo*.- 7 juin 1997.- p.14.
24. Peut-être faut-il lire entre les lignes en sachant que les détracteurs d'E. Mamedov l'accusent de secrètes connivences avec les Russes. Il est, en effet, généralement assez rare de sortir si vite des prisons moscovites pour les détenus politiques.
25. Entretien avec M. Sülheddin Akbar(ov), secrétaire du parti Moussavat, novembre 1997, Bakou : qui se réclame du slogan : "Turquisme, démocratie et modernisme."
26. Entretien avec M. Ali Kerimov, député du Front populaire et vice-président du parti, 4 octobre 1997, Bakou : "Les nationalistes disent que les Turcs azéris sont majoritaires et donc maîtres du destin de ce pays. Mais je ne suis pas d'accord avec cette version. Nous sommes d'accord pour dire que 80% de la population est turque, mais il ne faut pas tenir compte que de l'*ethnos* azerbaïdjanaise. En Azerbaïdjan, il y a de nombreuses minorités ethniques et il ne faut pas remettre en cause l'"Azerbaïdjanité". Dans tous les pays s'affrontent nationalisme d'appartenance ethnique et nationalisme d'appartenance à un Etat. La majorité de notre parti est plus proche d'un nationalisme par l'appartenance à un Etat."
27. Saïd Kurban.- *Ali and Nino*.- London : Robin Clark Ltd, 1990.- 237p. (traduit de l'Allemand). Ce roman traite de l'histoire d'amour d'un noble azerbaïdjanais avec une princesse géorgienne dans l'Azerbaïdjan de la première guerre mondiale.
28. Mirkadyrov Raouf.- "Dorogou osilit idouchii" (seul celui qui marche arrive au but).- *in Monitor*.- *op. cit.*
29. Entretien avec un membre du parti Loup Gris de Bakou. Bakou, janvier 1998. " [En Azerbaïdjan] il y a l'idéologie de Rassoulzade, reprise aujourd'hui plutôt par Eltchibey. On trouve l'islamisme, le turquisme et la souveraineté. La souveraineté, c'est ce qui est soutenu par le parti Loup Gris. [La réunification de notre pays], c'est comme la Corée, l'Allemagne !".
30. La Turquie n'est pas considérée comme le modèle oriental à suivre mais bien comme la fenêtre sur l'Europe, au même titre que Pétersbourg l'était pour la Russie de Pierre le Grand. Par ailleurs, sa place dans l'OTAN lui donne un sens stratégique particulier.  
Entretien avec M. Assim Mollazade, vice-président du Front Populaire : "Nous avons toujours eu de bonnes relations avec la Turquie. Pourquoi? D'abord nous sommes proches par la culture et la langue. Nous avons préféré la Turquie car elle a tenté de se construire en suivant des modèles européens et surtout parce qu'elle est membre de l'OTAN. La Turquie était pour nous une porte vers l'Europe tout en étant développée. Mais il est impossible d'expliquer cette proximité par une affinité "nationale" (à comprendre comme nationaliste), car nos relations avec les autres Etats "turcs" comme le Turkménistan ou l'Ouzbékistan, étaient plus problématiques compte tenu de l'instauration de leurs nouveaux régimes autoritaires. La Turquie représentait pour nous un tremplin vers l'Ouest en étant membre de l'OTAN."
31. Mirkadyrov Raouf.- "Dorogou osili idouchii" (seul celui qui marche arrive au bout).- *in Monitor*.- *op. cit.* Sourat Gousseinov avait déclaré, à propos du massacre du 20 janvier 1990 : "Je regrette qu'au moment de la prise de Bakou on n'ait pas installé des potences sur la place *Azadlyg* et que l'on n'ait pas pendu ces maudits frontistes."p.15.
32. "Liberal Party".- *in Life of political parties in Azerbaidjan*.- *ibid.*- p.4. Elle déclare : "La Turquie suit la route d'Atatürk et l'Azerbaïdjan celle de M. Rassoulzade."

33. Notes prises lors de l'entretien de J.-P. Burdy avec l'ex président Eltchibey, novembre 1997, Bakou.
34. Entretien avec M. Sülheddin Akbar(ov), secrétaire du Parti Moussavat, novembre 1997, Bakou. On constate une grande difficulté dans la formulation de propositions concrètes pour appliquer le fameux slogan "Turquisme, Modernité, Démocratie".
35. "Zardoucht Ali-Zade : *pospiechnost' poliezna tolko pri lovlie blokh*" (on s'agite seulement pour des futilités).- in *Zerkalo*.- 9 mai 1997.- p.9.
36. Vaner Sémih.- "La Caspienne : *op. cit.* A propos de la tentative de coup d'Etat de R. Djavadov de 1995 à l'aide de réseaux turcs.
37. Mirkadyrov Raouf.- "Dorogou osilit idouchii" (seul celui qui marche arrive au bout).- in *Monitor*, *op.cit.*
- Un des courants du Front Populaire était celui du "futur Ministre de la Défense R. Gaziev, sans base socio-politique à l'intérieur du mouvement mais qui avait le soutien de l'armée et du corps officier russe et qui s'efforceraient de s'emparer du pouvoir dans un but personnel".
38. Yerasimos Stéphane.- "Caucase : le retour de la Russie.".- in *Politique étrangère*.- juin 1994.- pp.61-85.
39. "Azerbaijan Party of democratic independence ".- in *Life of political parties in Azerbaijan*.- Center for pluralism "Inam".- N°4(8), mai 1997.- p.1.
40. *Monitor*.- "Antomia miatej" (Anatomie d'une révolte).- Janvier 1998.
41. Entretien avec le géographe Vaguif Saphikhanov, Bakou, janvier 1998.
42. Entretien avec M. Aragbey Ashkerov (Parti Yeni Azerbaycan), mardi 14 octobre 1997, Bakou : "Je ne peux pas nier l'existence d'une tendance nakhitchévanaise. Le parti Moussavat, de l'opposition, est le parti des habitants du Karabagh. Si le parti du Karabagh existe, il faut qu'il y ait un parti du Nakhitchevan. Le parti dont le leader est Leyla Younousova est le parti des Bakinois."
43. Entretien avec M. Sülheddin Akbar(ov), secrétaire du parti Moussavat, novembre 1997, Bakou. : "Je suis né dans une région qui doit vous être bien connue : le Nakhitchevan. (Rire). Mais pas de ce clan là."
44. Myrkadirov Raouf.- "Dorogou osilit idouchii" (seul celui qui marche arrive au bout) .- *op. cit.* : "I. Gambar est vu dans l'opinion comme le leader de tous ceux qui sont contre les originaires d'Arménie et du Nakhitchevan. Et ce sont justement ceux qui constituent l'actuelle élite politique. En d'autres termes, l'éventuelle arrivée au pouvoir d'I. Gambar peut être perçue par les originaires du Nakhitchevan et d'Arménie comme le signal d'une nouvelle répression sur des principes régionaux."
45. Myrkadirov Raouf.- "La route que nous choisissons" in *Monitor*. - *op. cit.*  
"La lutte électorale des dernières élections législatives a montré que ce clan essaye de réunir autour de lui les représentants bakinois et ceux des régions de l'Ouest du pays. Sur la liste des candidats du Moussavat figurait en second T. Gassymov. La veille des élections le Moussavat a essayé de constituer un bloc avec le parti "Vakhdat", qui représentait les Bakinois. Au dernier moment cette tentative a échoué. Mais aujourd'hui ces deux partis ont signé des documents concernant une étroite collaboration."
46. Myrkadirov Raouf.- *Ibid.* "Presque tous les grands représentants de ce clan qui n'ont pas subi de répression ont quitté le pays et la plupart se sont installés en Russie. En d'autres termes, les puissants moyens économiques qui étaient, jusqu'il y a peu, ceux du clan de Bakou sont aujourd'hui dans les mains d'une puissance qui n'est pas vraiment amie. Et depuis quelques temps d'autres tendances dangereuses ont vu le jour

chez les couches moyennes et basses de ce clan : la tentative de "coopération" avec l'Iran fondamentaliste.

En possédant d'assez gros moyens, et, selon certaines sources, n'espérant pas jusque là participer aux privatisations, le clan de Bakou n'a pas de leader politique particulièrement respectable et populaire. Il est désormais clair pour tout le monde que le pari fait sur A. Moutalibov n'a pas réussi. Malheureusement, la mise sur pieds d'autres leaders n'a pas marché. C'est pourquoi il leur faudra coopérer avec d'autres, d'autres clans exclus mais qui ont une protection politique plus respectable qu'A. Moutalibov s'ils souhaitent participer à la dure lutte pour la maîtrise ne serait-ce que d'une part du gâteau national."

47. Myrkadirov Raouf.- *Ibid.*

48. "Azerbaijan Party of national independence".- *in Life of political parties in Azerbaijan.- ibid.- p.3.*

49. Ses déclarations sont sans équivoque : "Le président doit se méfier de ses ennemis non pas dans l'opposition, mais dans son entourage. Il y a un sabotage affiché mené par les bureaucrates qui n'ont aucun intérêt aux réformes. Elles ne peuvent que leur faire perdre leurs sources de revenus.[...] La distribution des coupons de privatisations et leur dépréciation sont menées selon un plan établi. Un groupe de personnes est en train de devenir de plus en plus riche tandis que les autres s'appauvrissent chaque jour. C'est encore un signe qui montre que nous n'avons pas de gouvernement." *Hurryet.- 29 juillet 1997.- pp.1-2.- cité par la BBC.*

50. Rassoul Gouliev se trouve à l'étranger depuis son limogeage. Ancien dirigeant de la SOCAR, compagnie gouvernementale des pétroles, ses pouvoirs économiques sont énormes.

51. *Zerkalo.- 7 juin 1997.- p.14.* Intervention de Rassoul Gouliev à Bruxelles sur la politique fiscale du gouvernement, lors de la présentation de son livre *Pétrole et politique*. Et de conclure : "Si un gouvernement n'est pas capable de changer de politique, alors il en viendra un autre qui lui le fera."

52. Mirkadyrov Raouf.- "Dorogou osili idouchii" (seul celui qui marche arrive au bout).- *in Monitor.- op. cit.*

"Sous l'URSS, alors qu'il était dissident, Eltchibey ne cachait pas son respect pour Aliev en disant qu'il était *un grand politique*. Le 'dissident' avait toujours chez lui une photo du membre du Politburo G. Aliev. D'où le réflexe en 1993 de se tourner non pas vers son compagnon d'armes E. Mamedov, mais vers le plus expérimenté, G. Aliev."

53. Zemtsov Ilja, (Besançon Alain).- *La corruption en Union soviétique.- op. cit.* Sur le remplacement du personnel corrompu de l'ère Khrouchtchev par les kaguébistes bréjnéviens et sur le "système" Aliev dans les années 70.

54. Ce texte a été rédigé en juillet-août 1998 [NDLR]

55. La plupart des villages azerbaïdjanais de moins de 8000 - 10 000 habitants n'ont pas accès aux journaux nationaux, sans parler des journaux régionaux qui n'ont aucun moyens, à part ceux du parti Yeni Azerbaycan). Ministère de la presse et de l'information.- juin 1998.- Cité par BBC.

56. Lors de nos divers entretiens avec des partis d'oppositions, les personnes interrogées ont régulièrement fait allusion aux difficultés rencontrées pour mener une activité politique normale. Emprisonnement de militants, interdiction de réunion, fermeture d'antennes locales, etc. Les récits de persécution et de répression de l'activité politique de l'opposition (FPA, Parti Communiste) sont fréquents, avec souvent violences de la police (à titre d'exemple *Azadlyg.- 18 juillet 1998.- p.2.* cité par la

BBC.). En 1997, Issa Gambar et Sülheddin Akbar(ov), dirigeants du Parti Moussavat, étaient toujours interdits de sortie de Bakou.

57. Les élections de 1995 avaient fait l'objet d'observations variables. Favorables au pouvoir (représentations diplomatiques occidentales, pays voisins membres de la CEI), critiques quant au caractère démocratique (organisations internationales). Voir à ce sujet l'analyse de *Monitor.- Parliamentskii bioulietien (bulletin parlementaire)*.- N°1, janvier 1996.

58. Le Moussavat entretient d'étroites relations avec les Etats-Unis. A titre d'exemple, les invitations par l'Ambassade américaine - qui échouent à cause du gouvernement - du secrétaire Sülheddin Akper à des programmes de formation politique aux Etats-Unis. Voir "Musavat Party".- *in Life of political parties in Azerbaïdjan*.- Center for pluralism "Inam".- N°4(8), mai 1997.- p.4.

59. Cf. Une déclaration faite à des représentants du Parlement européen par le Vice-président du Parlement *in "Yeni Azerbaycan Party"*.- *in Life of political parties in Azerbaïdjan*.- *ibid.*- p.6. et ANS News Agency.- 11 juillet 1997.

60. Entretien avec M. Ali Kerimov, député du Front populaire et vice-président du parti, 4 octobre 1997, Bakou.

Et aussi "Zardoucht Ali-Zade (dont on dit beaucoup qu'il est pro-iranien) : *pospiechnost' poliezna tolko pri lovlie blokh*" (on s'agite seulement pour des futilités).- *in Zerkalo*.- 9 mai 1997.- p.9, *op. cit.* "l'idée de réconciliation nationale vient de notre parti et maintenant tout le monde en parle. Nous avons été les premiers à dire qu'il ne fallait pas faire des courbettes à la Turquie, que nous sommes deux pays différents. Maintenant c'est une idée répandue. Nous avons été les premiers à dire que l'Azerbaïdjan est une nation multiethnique, que l'azerbaïdjanisme nous unissait alors que le turquisme nous divisait. Maintenant tous les partis utilisent l'idée d'azerbaïdjanisme."

61. Entretiens avec les partis FPA, Moussavat, Parti démocrate, *Op. Cit.*

62. Entretien avec le géographe Vaguif Saphikhanov, Bakou, janvier 1998.

63. Kurban Said.- *Op. Cit.* L'auteur dépeint les personnages clés du roman, un noble azéri et une jeune princesse géorgienne, recevant des Britanniques pendant l'occupation de Bakou en 1918, et jouant aux "sauvages" orientaux pour mieux se moquer d'une culture européenne qu'ils connaissent mais n'adoptent jamais complètement.